**Dossier « Politique, Revue de débats », Coord. Rachel BRAHY et Bruno FRERE**

# *Les ressorts de la critique face aux recettes de l’animation culturelle urbaine*

# De nombreuses villes contemporaines (occidentales?) font actuellement reposer la réussite de leur développement au cœur d’une injonction paradoxale qu’elles se donnent. D’un côté, elles s’emploient à renouveler les espaces festifs dédiés à la célébration de la mixité et du « vivre-ensemble » (Di Méo 2005). De l’autre, elles promeuvent une gouvernance territoriale et un urbanisme nouveaux particulièrement attentifs à la planification, à la sécurité et au profil des publics susceptibles d’y être tolérés (Landauer 2009). Dans ce contexte, chaque participation à une manifestation publique (un festival, par exemple) met à l’épreuve un modèle de haute planification. Pourtant il peut apparaître paradoxal, de prétendre pouvoir « prévoir » la fête et d’anticiper toute forme de surprises alors même que l’inattendu est précisément consubstantiel à toute forme de manifestation festive. Dans des cadres aussi normés et contrôlés, uelle place est laissée à d’éventuels débordements ? Est-il seulement possible de tout contrôler, quitte à neutraliser totalement les affects humains incontrôlables qui peuvent faire d’un événement un événement réussi (Viot, Pattaroni, Berthoud 2010) ? Les réponses à ces questions impactent les manières de concevoir la communauté et le commun, les espaces publics et la diversité. De plus ces interrogations sont également en relation avec des imaginaires urbains (créatif ou récréatif, «smart», vert, durable, transitionnel, etc.[[1]](#footnote-1)) et les forces qui les portent.

# La démocratie culturelle revendiquée par les « villes créatives » contemporaine dans le cadre de laquelle ces projets ambivalents prennent place est aussi grosse d’une seconde série de question au premier rang desquelles se trouve les publics ciblés et concernés de fait par cet élan participatif. Nos élus se targuent de vouloir attirer les créatifs dans nos villes car ce nouveau profil de classe contribuerait activement au redressement économique. Des « startupeurs » aux « incubateurs de com’ » en passant par les porteurs de spin-off, les artistes « auto-entrepreuneurs », voir même les « entrepreneurs sociaux », le nouveau lexique des politiques publiques regorge de qualificatifs pour désigner cette population que l’on rêve voir investir les centre villes. Mais ces populations, au capital social et culturel élevés, ressemblent peu à celles qui, il y a encore seulement quelques années, vivaient dans ces espaces. Ce que d’aucun appelle ainsi la gentrification pose un ensemble de questions : quelle urbanité sommes-nous en train de produire ? Que deviennent les populations plus précaires refoulées toujours plus loin des espaces de visibilité publique ? La ville, lieu emblématique de la mixité sociale est-elle en train de se dénaturer ? A force de prétendre réenchanter la ville, ne finit-on idéaliser une forme d’urbanité passée souvent bien peu heureuse (pollution, etc.) et rarement plus mixte socialement ? Face à l’image d’épinal des villes ou, mieux, des villages d’antan, quelles convivialités (re)créeons-nous aujourd’hui ? pour quels espaces de vie, quels espaces publics ? Et surtout : pour quels habitants et quels classes sociales ?

# Le succès actuel de manifestations urbaines variées de type effervescentes est-il lié à un besoin de réaffirmation du collectif ? Plus précisément, ces organisations sont-elles effectivement des espaces du collectif où se renoue des formes de mixités sociales devenues plus rares ? Ou doit-on y soupçonner des leurres de communautés destinés, en réalité, à nous confirmer dans nos profils de consommateur et dans l’entre-soi de groupes issus des mêmes horizons socio-culturels? La figure du citoyen fêtard somme-toute peu politisés désintéressés du questionnement public et au capital social ou culturel aussi homogène qu’élevé fait florès dans la littérature. Doit-on craindre l’avènement d’une « ère de l’événementiel urbain » qui ne serait que l’écho moderne de l’ère du vide que Lipovetsky diagnostiquait il y a trente ans ? Ou est-il des cas de manifestions au regard desquels on puisse s’enthousiasmer des potentiels nouveaux élans politiques impulsés ?

1. Pour Bruxelles, voir notamment les travaux de JL Genard. [↑](#footnote-ref-1)